

25 Juin 2015

## L'Odyssée grecque : Saison III Episode X

La bouffée d'optimisme, provoquée par les récentes réunions de l'Eurogroupe et des chefs d'état de la zone Euro sur la Grèce, est vite retombée. L'absence du FMI lors de la conférence de presse aurait dû alerter les marchés. En termes très simples, la situation est la suivante : le FMI veut des réformes structurelles, une baisse des dépenses et une décote sur la dette sauf pour sa part, l'Allemagne veut que le FMI participe mais ne veut pas de décote sur la dette et la Grèce est prête à accepter à peu près n'importe quel impôt, stupide ou non, pourvu que les retraites soient intactes. Notre scénario central reste un accord approuvé par le Parlement grec, peut-être pas d'ici le 30 juin car un défaut sur les échéances FMI n'aurait pas nécessairement de conséquences graves [1], mais d'ici la fin de l'été. Cela dit, nous pensons qu'il est important d'examiner en détail les autres scénarios et notamment les ramifications politiques associées à l'examen de cet accord par le Parlement grec. C'est pourquoi nous avons demandé à Peter Lazos, journaliste chez capital.gr, le principal site de nouvelles financières en Grèce, et expert reconnu de la crise grecque, de partager avec nous son opinion sur la question. Nous pensons en particulier que les détails de la Constitution grecque n'ont pas été correctement décrits dans la presse. Les conclusions de Peter, à la fois intéressantes et stimulantes, méritent d'être partagées. Elles pourraient vous surprendre.

[1] L'EFSF / ESM ne déclencheront sans doute pas la clause de défaut croisé, les agences de notation ont indiqué que la notation resterait inchangée et la BCE pourrait poursuivre l'ELA si les discussions continuent.

\* \*  
\*

Les développements sans fin de la crise grecque se sont considérablement accélérés lors du sommet extraordinaire des chefs d'Etat de la Zone Euro, lundi soir dernier. Si les vents soufflent favorablement – i.e. si le FMI donne son accord, ce qui ne semble pas une mince affaire - nous aurons un accord d'ici jeudi soir.

Naturellement, si aucun accord n'était trouvé, le scénario catastrophe doit être envisagé (défaut, Grexit, etc.) et ses ramifications pourraient être à la fois complexes et désordonnées. Tenons-nous en pour l'instant aux variantes qui résulteraient d'un accord conclu à Bruxelles en nous concentrant sur la partie grecque du problème, clairement la plus délicate dans les jours à venir. Le principal obstacle est que le gouvernement Tsipras doit obtenir un vote favorable du Parlement grec, où il sera confronté à la frange dure de son parti (aile gauche de SY.RIZ.A.) et à l'opposition (ND, PASOK, etc.).



Trois scénarios sont envisageables : l'accord est approuvé par les députés de la coalition actuelle, l'accord est approuvé, mais uniquement avec le soutien de députés de l'opposition, ou l'accord est rejeté. Dans cette note, nous laissons volontairement de côté le scénario le plus optimiste pour se concentrer sur les deux autres.

Il faut d'abord souligner que le troisième scénario est peu probable : de nombreux partis d'opposition (ND, PASOK et Potami) seront extrêmement réticents à apparaître comme les fossoyeurs de l'Euro et il est également peu probable que M. Tsipras soumettrait effectivement au vote un texte qu'il sait voué à l'échec. Cela étant dit, les conséquences d'un vote négatif seraient à peu près les mêmes que dans le deuxième scénario, si ce n'est que la démission de M. Tsipras serait plus évidente.

Concentrons-nous maintenant sur le deuxième scénario et sur des points techniques, mais essentiels, de la politique et de la législation grecque qui ont été, croyons-nous, négligés dans de nombreuses analyses.

La Constitution grecque est un texte alambiqué et étrange qui conduit à deux résultats possibles si la coalition au pouvoir ne parvient pas à rassembler tous ses représentants pour voter en faveur de l'accord avec la Troïka :

1. Elections anticipées ou
2. Formation d'un nouveau gouvernement, avec diverses combinaisons possibles. Ce gouvernement serait appelé un gouvernement « de salut national », « œcuménique » ou « d'unité nationale », mais, dans tous les cas, il devra être composé par les députés pro-européens de la coalition actuelle et par certains partis d'oppositions. Tout dépendra du décompte exact des votes, des défections au sein de SY.RIZ.A., du contenu exact de l'accord, etc.

La principale source de cette complexité réside dans le fait que la session parlementaire actuelle résulte d'élections anticipées suite à une dissolution du Parlement et non à des élections ordinaires. Dans de tels cas, les articles 37 et 41 de la Constitution grecque stipulent que, si le gouvernement perd la confiance parlementaire, le premier ministre doit démissionner. Cependant, durant un délai d'un an suite aux précédentes élections anticipées, le Parlement ne peut pas être dissous immédiatement.

Soulignons cependant – même s'il n'y a aucun précédent - que le Premier ministre détient le droit d'appeler à « l'urgence nationale » et de demander au Président la dissolution immédiate du Parlement, auquel cas le chef de l'État n'a pas le choix et il doit ordonner la dissolution et enclencher le processus électoral dans les trente prochains jours.

Si M. Tsipras n'opte pas pour cette option, il doit démissionner. Il est alors tenu de rendre son mandat au Président de la République. Le président est alors obligé de donner des mandats pour former un gouvernement successivement aux deuxième (ND) et troisième (Aube dorée, parti néo-nazi) partis, selon les résultats de la dernière élection. Certains experts estiment que le Président doit commencer le processus en donnant un nouveau mandat au Premier ministre démissionnaire, mais cela est tout à fait douteux, contestable, et à la liberté du Président (qui se trouve être un expert en droit constitutionnel de premier plan et fera donc ce qu'il estime légal). Si tous ces mandats échouent à former un gouvernement stable, le président est tenu de convoquer une table ronde des dirigeants politiques dans son « manoir », dans le but de faire pression et de convaincre les dirigeants de former un gouvernement



de coalition. Si ce dernier effort présidentiel se révèle infructueux, le président doit ordonner la dissolution et organiser des élections anticipées.

Mais pourquoi le premier ministre aurait-il à démissionner? La réponse à cette question se trouve dans la composition du gouvernement actuel et dans la législation et les coutumes grecques. Les deux partis au pouvoir appartiennent aux extrémités opposées du spectre politique : 149 membres de SY.RIZ.A. et 13 de l'ANEL, soit 162 membres du Parlement dans une chambre de 300.

Le partenaire de SY.RIZ.A. est le parti des Grecs indépendants (ANEL), parti populiste d'extrême droite (pas fasciste, mais pas très loin non plus...), avec de fortes tendances nationalistes. Il pourrait accepter un accord sans trop de concessions, y compris un accord qui imposerait une austérité dure, mais à condition qu'il favorise certaines catégories de ses électeurs. Toutes les informations pointent vers une hausse de la TVA sur les îles de la mer Égée ; or quatre des représentants d'ANEL en sont issus et auront de sérieuses difficultés à voter cette hausse. Cela est d'ailleurs aussi vrai pour le chef du parti, Panos Kammenos.

SY.RIZ.A. est au contraire un parti de la gauche radicale qui a été porté au pouvoir en unifiant (temporairement) un mélange de radicaux révolutionnaires gauchistes, de communistes europhiles, et d'anciens membres déçus du PASOK (centre-gauche) soutenu par les anciens partisans du PASOK, notamment les fonctionnaires qui ont été durement touchés par les mesures d'austérité imposées par la troïka et qui veulent retrouver leurs avantages passés. Mais, dans le même temps, ils sont farouchement opposés à une sortie de l'Euro, effrayés des conséquences financières.

Pour toutes ces raisons (et d'autres), la majorité au pouvoir ressemble plus à une mosaïque hétéroclite et faiblement assemblée qu'à un groupe solide et cohérent qui soutient les décisions de son gouvernement envers et contre tout.

Les plus grosses difficultés se situent dans la frange radicale de gauche de SY.RIZ.A. (le « courant à gauche »). On estime que 40 à 50 membres en font partie. Leur idéologie (sous diverses formes et tendances) est assez extrême pour les guider vers le choix d'une rupture totale avec l'Europe, peu important les conséquences, peu importe le prix qui devrait être payé. Ces parlementaires sont donc susceptibles de refuser un accord imposant une lourde austérité.

Insistons encore une fois sur le point crucial : si les députés de la coalition ne votent pas pour le projet de loi et même si la loi est adoptée, cela signifierait que le gouvernement perd la confiance du Parlement et, selon la coutume, impliquerait que le Premier ministre démissionne. Encore une fois, ceci est indépendant du fait que le projet de loi approuvant la transaction avec la Troïka soit adopté ou non (ce qui est l'issue finale la plus probable, puisque trois partis d'opposition soutiennent un accord à tout prix et ils disposent d'un total cumulé de 106 voix). Évidemment, la situation à laquelle la Grèce est confrontée est tout à fait extraordinaire et les «coutumes» passées pourraient être mises au rebut, mais le risque est très élevé.

Dans ce cas, M. Alexis Tsipras devrait donc probablement démissionner et initier les procédures décrites ci-dessus.

Les événements se déroulant juste avant, pendant ou juste après le vote du projet de loi sont entièrement sous le contrôle du Premier ministre. Il devra faire face à des choix difficiles. Il devra décider ce qu'il veut vraiment pour son pays. Pour rester fidèle à son idéologie, il pourrait rejeter



l'accord et conduire le pays à un autre tour de scrutin (qui pourrait être catastrophique dans les conditions fiscales et économiques actuelles du pays), qu'il perdrait probablement, car il ferait nécessairement campagne sous la bannière de la rupture avec l'Europe, dont 60-80% des électeurs grecs ne veulent même pas entendre parler - selon les sondages. Il pourrait aussi passer un accord « aigre-doux » et effectuer un tournant vers le centre-gauche, au sein d'un gouvernement unifié, avec une majorité très puissante d'environ 200 députés, qui mènerait la barque du pays torturé vers des eaux plus tranquilles, du moins jusqu'aux prochaines élections. Ce faisant, il pourrait assurer une position centrale dans le paysage politique grec pour les décennies à venir. Les deux choix sont possibles. Mais il est tout autant un idéologue confirmé qu'un politicien « professionnel » et pragmatique. Il pourrait donc faire le premier choix, comme le second. Les paris sont ouverts.

Mentionnons également une astuce politique que le premier ministre pourrait utiliser : il pourrait parvenir à un accord avec les partis de l'opposition, appeler à un remaniement ministériel et ainsi changer tout le gouvernement pour modifier la composition de la coalition au pouvoir. Il pourrait ainsi réduire à l'impuissance tous les rebelles de son parti qui s'opposent à l'accord, former un gouvernement avec des membres de tous les partis pro Euro et peut-être même rester Premier ministre. Un tel gouvernement, avec le soutien de tous députés pro-européens aurait une majorité très forte. Les déclarations du chef de Nea Dimokratia, M. Samaras, pointent également dans ce sens puisqu'il a fréquemment insisté sur la nécessité de « l'unité nationale », « la cohésion nationale », etc. La relation personnelle entre M. Tsipras et M. Samaras reste cependant un obstacle. Il existe une très forte antipathie personnelle entre eux. Cette possibilité existe, mais souvenons-nous que l'huile et l'eau ne se mélangent pas.

La situation reste donc très incertaine. Nous pensons que le scénario le plus probable est que si un accord avec les prêteurs est atteint (et c'est une hypothèse forte), il obtiendra les voix nécessaires au Parlement, après une ou plusieurs tentatives. Quel gouvernement le mettra en œuvre et de quelle façon, cela reste à voir. Les amateurs de la saga grecque ont encore de nombreux épisodes devant eux. Mais n'est-ce pas là le lot de toutes les séries à succès ?

*Traduit en français à partir d'une version en anglais de **Peter Lazos***

